

# Le Maroc se retire d'une zone tampon contestée au Sahara occidental

Cette annonce survient peu après le retour du royaume au sein de l'Union africaine

Après plusieurs mois de tensions dans la région de Guerguerat, à l'extrême sud-ouest du Sahara occidental, la nouvelle a pris de court. Dimanche 26 février, le Maroc a fait savoir, sans donner d'explication, qu'il quittait la zone: «*Le royaume du Maroc procédera, dès aujourd'hui, à un retrait unilatéral de la zone*» de Guerguerat, à la frontière avec la Mauritanie, a annoncé le ministère des affaires étrangères dans un communiqué. Le royaume n'en a pas dit davantage, mais son annonce devrait permettre d'apaiser le climat dans ces quelques kilomètres de no man's land, théâtre d'un face-à-face tendu entre Rabat et les indépendantistes du Front Polisario.

En août 2016, le Maroc avait entrepris des travaux de goudronnage d'une route entre la partie du Sahara occidental qu'il contrôle et la Mauritanie, distante de quelques kilomètres, officiellement pour lutter contre la contrebande. «*Les travaux que [le Maroc] mène à Guerguerat sont éminemment civils et limités dans le temps, et ce jusqu'à la finalisation de la construction de la route*», avait expliqué, en septembre 2016, Omar Hilale, l'ambassadeur marocain à

l'ONU, parlant d'un objectif «*stratégiquement sécuritaire*» et d'un «*petit tronçon de 3,5 kilomètres qui était un espace de non-droit, et où s'activaient tous les trafiquants de petites armes, d'êtres humains, de drogue et de voitures*». Pour cela, des ingénieurs, escortés par des éléments de l'armée, avaient franchi le mur de défense, c'est-à-dire la ligne de démarcation délimitant la partie du Sahara occidental sous contrôle marocain. De leur côté, les indépendantistes du Front Polisario, qui n'avaient pas de présence permanente dans la zone, y ont déployé une unité.

Les Nations unies s'étaient inquiétées des risques de dérapage

de la situation. Un document confidentiel transmis fin août 2016 au Conseil de sécurité estimait que le Maroc et le Front Polisario avaient tous deux violé l'accord de cessez-le-feu de 1991, en déployant des hommes armés dans cette zone tampon. Le 24 février, le roi du Maroc Mohammed VI s'est entretenu au téléphone avec le nouveau secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en fonctions depuis le 1<sup>er</sup> janvier, pour «*attirer son attention sur la situation grave*» dans la zone. Le lendemain, dans un communiqué, le responsable onusien a exhorté les deux parties à retirer leurs troupes de la zone tampon le plus rapidement possible.

Ancienne colonie espagnole, le territoire du Sahara occidental est disputé par le Maroc – qui en contrôle, depuis 1975, environ 80 % – et les indépendantistes du Front Polisario, soutenus par l'Algérie. Ceux-ci réclament la tenue d'un référendum d'autodétermination, comme fixé par les Nations unies, tandis que Rabat, considérant la zone comme faisant partie intégrante de son territoire («*ses provinces du Sud*»), propose un statut d'autonomie.

## Zizanie

Cette annonce marocaine survient quelques semaines après le retour du royaume au sein de l'Union africaine qu'il avait quittée en 1984 (il s'agissait alors de l'Organisation de l'unité africaine) pour protester contre la reconnaissance par cette instance de la République arabe sahraouie démocratique. La question du Sahara occidental a été centrale dans les discussions sur l'intégration du Maroc, certains membres s'inquiétant de voir le conflit semer la zizanie au sein de l'organisation. Dimanche, dans un communiqué, le Front Polisario a qualifié le retrait marocain de «*poudre aux yeux*». ■

CHARLOTTE BOZONNET

## Un attentat déjoué dans l'est de l'Algérie

Un policier a déjoué dimanche 26 février une attaque-suicide devant un commissariat à Constantine, dans l'est de l'Algérie, en tirant sur la ceinture explosive portée par le kamikaze qui s'est alors déclenchée, a annoncé la police dans la soirée. Selon les médias locaux, deux policiers ont été blessés. Au moment de l'attaque, qui s'est produite vers 21 heures, une forte explosion a été entendue près de ce commissariat du centre de Constantine. La région de Constantine a connu ces derniers mois plusieurs incidents sécuritaires. En octobre 2016, un commissaire de police avait été assassiné dans la ville. Une attaque attribuée à un groupuscule dissident d'Al-Qaïda, qui a fait allégeance à l'organisation Etat islamique.